

STATEMENT DISCOURS

SECRETARY
OF STATE
FOR EXTERNAL
AFFAIRS.

SECRÉTAIRE
D'ÉTAT AUX
AFFAIRES
EXTÉRIEURES.



NOTES POUR UNE DÉCLARATION DE
L'HONORABLE ALLAN J. MACÉACHEN,
VICE-PREMIER MINISTRE ET
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES
EXTÉRIEURES, DEVANT LA
CONFÉRENCE SUR LES MESURES DE
CONFIANCE ET DE SÉCURITÉ ET
SUR LE DÉSARMEMENT EN EUROPE

STOCKHOLM,
LE 18 JANVIER 1984

(TRADUCTION)

Nous nous réunissons ici, à Stockholm, à un moment où le dialogue sur la sécurité dans les relations Est-Ouest n'est que trop souvent réduit à un ensemble de déclarations discordantes. Les négociations essentielles sur lesquelles on avait mis de grands espoirs ont été rompues, suspendues ou interrompues.

Les résultats concrets semblent aussi distants et aussi difficiles à atteindre.

Reconnaissons tous la futilité des discours acrimonieux. Et reconnaissons la nécessité de rétablir le dialogue — et non seulement de le rétablir, mais aussi de l'intensifier.

Jamais une conférence n'aura été si urgemment requise. Jamais les attentes — et les espoirs — de bons résultats n'auront été aussi grands.

Passer en revue la situation dans le monde n'est pas une tâche facile.

Où que nous nous tournions, la suspicion, la méfiance et les tensions font sentir leur présence menaçante.

Et l'intensification des tensions a accentué l'aigreur des propos, qui nous semble malheureusement avoir parfois remplacé le franc dialogue par lequel les nations se communiquent habituellement leurs espoirs et leurs craintes.

Avant le début de cette conférence, nous avons pratiquement arrêté nos efforts pour trouver des façons plus civilisées de vivre l'un avec l'autre et de nous parler l'un l'autre.

Depuis notre rencontre de Madrid, il s'est produit un certain nombre d'événements qui ont rendu plus difficiles la compréhension et les accommodements entre l'Est et l'Ouest. Je trouve tout particulièrement regrettable la décision de l'Union soviétique et de ses alliés de suspendre leur participation aux importantes négociations Est-Ouest sur le contrôle des armements. Nous exprimons notre regret, non dans un esprit de récrimination, mais parce que nous sommes convaincus que le dialogue permanent et la recherche constructive d'accords équitables et vérifiables de contrôle des armements offrent les meilleures possibilités d'éviter les risques d'un conflit armé.

Nous, Occidentaux, exigeons le respect de nos intérêts légitimes en matière de sécurité et sommes fermement décidés à asseoir notre sécurité sur un équilibre des forces établi au niveau d'armement le plus bas possible. Mais nous réaffirmons du même coup notre respect pour les intérêts légitimes de sécurité de tous les autres pays.

C'est dans cet esprit d'intérêt réciproque et de respect mutuel que nous demandons la reprise des négociations Est-Ouest sur le contrôle des armements et ce, dans les meilleurs délais. Pour notre part, nous sommes disposés à reprendre dès maintenant le processus.

Comme le mentionnait la déclaration émise à Bruxelles le mois dernier par les membres de l'Alliance atlantique:

"Nous invitons instamment les pays du Pacte de Varsovie à saisir les occasions que nous leur offrons d'établir des relations équilibrées et constructives et une détente véritable."

C'est la crainte, ainsi que la méfiance et l'insécurité qui s'accumulent depuis quelques années qui ont amené la tenue de cette conférence.

Les doutes persistants et même de plus en plus prononcés existent toujours devant ce qu'une ou l'autre partie entend faire avec ses armes. Ceci est essentiellement une question politique et constitue le motif le plus probable du déclenchement d'une guerre classique, qui pourrait à son tour mener à la guerre nucléaire.

Le Canada aborde la question des armes classiques en Europe en partant du point de vue qu'il faut mieux stabiliser l'équilibre des forces des deux alliances au niveau d'armement le plus bas possible si on veut atténuer le danger d'un conflit. Mais comment pouvons-nous garantir aux États que leur sécurité pourra être maintenue sans porter les potentiels militaires aux niveaux dangereux que nous connaissons aujourd'hui, et tout particulièrement en Europe centrale? Il nous faudra élaborer des mécanismes qui nous mèneront à une plus grande ouverture dans les affaires militaires des États participants.

Au contraire des précédentes négociations sur les armements, qui ont difficilement tenté d'établir une parité numérique sur la base de ce que chaque partie peut faire, notre travail ici est de trouver des moyens de nous rassurer l'un et l'autre sur ce que nous entendons faire et, facteur encore plus important, sur ce que nous entendons ne pas faire.

C'est la seule façon que nous avons de briser la spirale qui incite les États à redresser les déséquilibres qu'ils perçoivent dans les capacités militaires, invitant du même coup leurs adversaires à prendre des contre-mesures qui mènent à des niveaux d'armements de plus en plus élevés et de plus en plus instables.

Le Premier ministre du Canada, préoccupé par l'écart de plus en plus grand qui existe entre la stratégie militaire et la détermination politique, s'est engagé dans une initiative personnelle visant à encourager le rétablissement du dialogue et de la confiance politiques Est-Ouest et ce, au plus haut niveau. Les dirigeants qu'il a rencontrés à ce jour ont convenu de la nécessité urgente de donner l'impulsion politique requise pour améliorer le climat et la base nécessaires à la conclusion d'accords sur la maîtrise des armements.

Cette conférence nous donne la possibilité de redonner un élan politique au contrôle des armements en Europe parce qu'elle établit un lien entre les aspects militaire et politique du processus d'établissement de la confiance. C'est pourquoi nos travaux doivent être ambitieux et prendre en compte tous les facteurs de l'actuel déséquilibre des armes classiques qui

pourraient déclencher une attaque surprise ou causer une intimidation politique par le recours à la force.

Cette conférence offre une possibilité de contribuer de façon unique et innovatrice à la recherche de mesures et de moyens efficaces par lesquels on pourrait réduire effectivement les niveaux actuels d'armements sans diminuer le sentiment de sécurité sur lequel doit reposer ce processus.

Nous ne découvrirons pas la confiance par accident. Nous devons la favoriser. Nous devons l'établir. Et le processus sera probablement lent et laborieux.

C'est pourquoi cette conférence est si capitale. Et c'est pourquoi elle devrait commencer sur un ton constructif. Il faut engager dès maintenant les efforts pour traduire la notion d'établissement de la confiance dans des mesures et des politiques viables.

Il serait facile pour nous de saisir cette occasion pour faire de merveilleux discours dans les semaines à venir.

Mais nous n'en avons pas le temps: nos tâches spécifiques sont trop impérieuses pour nous permettre cette tentation.

Il serait facile de présenter une série d'analyses soignées et détaillées de l'équilibre ou du déséquilibre des armes, classiques ou autres.

Mais est-ce vraiment nécessaire? La présentation de données conflictuelles et d'interprétations divergentes de ce que signifie ce déséquilibre est-elle vraiment ce qui nous a réuni ici?

Il nous serait plus que tout facile de nous engager
dans les débats,
dans les grandes déclarations,
dans la dénonciation et
dans la récrimination.

Il est facile de prononcer des accusations -- surtout en périodes de tensions et de dangers. Il est beaucoup moins facile de décider de mettre tout cela de côté et de nous attacher rationnellement et sérieusement à la tâche lente et difficile de la recherche de moyens de renverser cette tendance à l'étouffement du dialogue international.

Nous en avons sûrement tous assez de ces discours enflammés et de ces récriminations.

Dès le début de cette conférence, je vous invite à adopter une approche différente marquée par
le souci du détail,
le concret,
le sérieux et
le sentiment d'urgence.

Ne perdons pas de temps à nous rappeler nos nombreux griefs: nous pouvons tous les énumérer et les réciter sans trop de difficultés.

Il est sûr que ces questions n'en existent pas moins, et il est sûr qu'elles doivent être reconnues et réglées.

Mais sommes-nous disposés à permettre qu'elles viennent obscurcir les possibilités de progrès que permet le mandat que nous nous sommes nous-mêmes donné pour cette conférence?

J'espère que non, et je sais que mon espoir est partagé par des millions de personnes de par le monde.

Nous sommes venus ici pour négocier, pour présenter des propositions et pour en discuter.

Et pour nous entendre sur des mesures spécifiques qui contribueront à établir la confiance, la stabilité et la sécurité.

Nous, du groupe des nations dites occidentales, avons notre propre conception du type de mesures qui nous permettront de progresser. Nous présenterons un ensemble d'idées qui, si elles sont acceptées, contribueront grandement à établir une nouvelle approche de la réduction des armements.

Nous proposerons des mesures qui prévoient plus d'ouverture en ce qui concerne les renseignements militaires essentiels, un délai plus long pour la notification d'un plus grand nombre d'activités militaires, des échanges obligatoires d'observateurs lors d'importantes activités militaires, ainsi que des moyens de vérifier tout accord conclu. Ces mesures nous aideront à établir que les activités militaires courantes des autres participants européens ne constituent pas une menace, et rendront plus difficile à cacher toute préparation inhabituelle au déclenchement d'hostilités. Elles permettront également de régler un problème pratique qui découle du peu de confiance mutuelle qui prévaut actuellement: c'est-à-dire la façon de traiter des cas d'urgence ou des accidents qui pourraient déclencher des crises en Europe.

Nous nous attendons certainement à ce que les autres participants à cette conférence, à titre individuel et collectif, nous soumettent leurs propres idées.

Je suis sûr que certaines seront plus intéressantes que d'autres.

Je suis sûr que nous serons invités à envisager des mesures qui seraient plus déclaratoires que spécifiques - et je suis tout aussi sûr que nous saurons tous nous méfier d'idées qui, en suggérant des solutions apparemment belles et faciles à des problèmes désespérément difficiles, pourraient nous mener à un faux et dangereux sentiment de sécurité.

Mais cette discussion est encore à venir.

Pour le moment, permettez-moi d'insister sur le sentiment d'urgence qui doit marquer nos travaux.

La présence ici cette semaine d'un aussi grand nombre de ministres des Affaires étrangères souligne l'importance que les États participants attachent à cette conférence, ainsi qu'à la possibilité qu'elle offre de donner un nouveau départ aux relations Est-Ouest. Mais, si nous voulons que cette conférence réponde à nos attentes, nous, en tant que ministres des Affaires étrangères, ne pouvons limiter notre participation à notre présence à sa séance d'ouverture. Nous devons nous engager à suivre de près les progrès de la conférence, de sorte que nous soyons prêts à intervenir au niveau politique, chaque fois que cela nous semblera nécessaire, pour assurer des progrès. L'édification d'un ensemble de mesures de confiance militaire et politique complémentaires est une tâche urgente, une tâche qui nécessitera l'application constante d'une volonté politique.

À titre de ministres, engageons-nous ici et maintenant à donner à cette entreprise un sentiment d'urgence politique et, si cela s'avère souhaitable, soyons prêts à revenir ici pour maintenir et relancer cet élan. Y en a-t-il un parmi nous qui n'est pas prêt à revenir, et qui donnerait une plus grande priorité à d'autres engagements?

Commençons dès maintenant la négociation.

Concentrons-nous sur les objectifs réalistes définis par le mandat de cette conférence sur l'instauration de la confiance - et non sur l'énormité de certains des problèmes qui devront ultimement être vaincus dans notre recherche d'un monde moins dangereux.

Un monde moins dangereux: je suis convaincu que c'est ce que nous voulons tous - peu importe notre régime politique, notre taille géographique ou notre puissance militaire.

Nous sommes tous attelés à la même tâche, que nous soyons une superpuissance ou un mini-État. Nous cheminons ensemble, ou nous retombons tous dans un danger de plus en plus grand.

Je n'insisterai jamais trop sur l'urgence de cette tâche d'édification de la confiance.

Jamais nous n'aurons eu autant besoin d'imagination et de détermination.

Le gouvernement du Canada s'engage maintenant, comme il l'a fait dans le passé, à ne ménager aucun effort pour relever ce défi.

Alors que nous nous engageons sur cette nouvelle voie, sur cette route qui part de Stockholm, nous déclarons solennellement que nous ne ménagerons aucun effort dans notre recherche commune de la paix et du sentiment de confiance qui sous-tend la sécurité.

À nous de voir si nous pourrons, ensemble, instaurer la confiance et rétablir un dialogue politique civilisé entre nous.